



Les bonnes feuilles de l'IGA

Evaluation des modalités de l'accessibilité aux normes RGAA des informations relatives aux candidats aux élections politiques

Rapport n° : 16098-16058-01

Les expérimentations de dématérialisation de la propagande électorale en 2015 n'ont pas permis, aux mal voyants d'accéder, pour des raisons techniques, à ces documents ; le rapport propose des solutions, avec notamment un meilleur usage du RGAA.

Il indique également l'intérêt pour les candidats de rédiger en « accessible ».

Enfin il se prononce contre la création, à court terme, de sites Internet obligatoires pour les candidats à des élections politiques.



Crédit photo : Alain Waquier - Fotolia

Evaluation des modalités de l'accessibilité aux normes RGAA des informations relatives aux candidats aux élections politiques

Synthèse du rapport

Ce rapport examine l'expérimentation de la dématérialisation de la propagande électorale au regard de son accessibilité pour les électeurs mal ou non voyants.

Lors des élections départementales et régionales de 2015, et dans le but d'initier un mouvement de modernisation visant à remplacer la propagande papier très coûteuse par un accès dématérialisé aux informations électorales, cinq préfectures ont déposé les professions de foi des candidats sur un site dédié sur Internet. Mais ces documents ayant été scannés (à l'opposé de l'utilisation d'images « natives ») se sont révélés techniquement inaccessibles pour les mal voyants qui se sont sentis discriminés. Le rapport propose des solutions simples, notamment disponibles à travers le Référentiel général d'accessibilité des administrations (RGAA).

Le RGAA, créé par décret en 2009, guide les autorités administratives dans l'adoption et la mise en oeuvre de bonnes pratiques assurant l'accessibilité des contenus des sites Internet à tous les publics quelles que soient leurs aptitudes physiques ou mentales. Il est disponible sur le site du SGMAP qui propose des fiches techniques simples permettant de « structurer » un texte pour le rendre accessible.

Le rapport propose donc, d'une part, qu'une information sur ces documents soit donnée aux candidats lors du dépôt de leur candidature en préfecture et, d'autre part, que les professions de foi soient transmises sous forme dématérialisée. Il suggère que l'expérimentation de ces propositions soit faite lors des élections législatives de juin 2017 et qu'une large publicité entoure cette évolution, notamment par une information auprès des associations en charge des personnes handicapées.

L'obligation de la création de site Internet par les candidats, souhaitée par certaines associations, semble peu opportune. En effet, plus de 420 000 candidats, par exemple, se présentent aux élections municipales et il serait difficile pour nombres d'entre eux de créer un site Internet temporaire. Il est à craindre également que, pour des motifs d'égalité entre candidats et de respect des valeurs républicaines, il soit nécessaire que l'Etat, ayant créé cette norme, soit amené à contrôler le contenu de ces sites et à participer à leur financement, dans le prolongement du financement de la propagande électorale. C'est pourquoi le rapport estime prématuré de donner cette suite à cette revendication.



Inspection générale
de l'administration
15, rue Cambacérès
75008 PARIS

Directeur de la publication :
Michel Rouzeau
Rédacteur en chef :
Eric Ferri

© Inspection générale
de l'administration



Les recommandations-clés

1. Proposer aux candidats aux élections politiques de transmettre à la préfecture leur propagande « native » sur un support dématérialisé.
2. Inciter les candidats à utiliser le RGAA pour structurer leur texte.
3. Expérimenter une dématérialisation accessible aux élections législatives de 2017.
4. Inclure l'accessibilité dans la réflexion à venir sur la dématérialisation.

Les auteurs

Corinne Desforges | Inspectrice générale
de l'administration